



AVIS DE VACANCE

EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires*, au plus tard le
20/09/2022, au SGAE à

Dominique CHARNASSE, adjoint au chef de bureau

dominique.charnasse@sgae.gouv.fr

Simon LOREAL, adjoint au chef de bureau

simon.loreal@sgae.gouv.fr

Copie à David SZWARCBERG, chef du bureau « Coordination, communication, relations publiques, influence »

david.szwarcberg@sgae.gouv.fr

** Tout dossier de candidature adressé directement au SGAE par le candidat ne pourra être recevable.*

Intitulé du poste: (DG-DIR-UNITE)	CNECT-D-3
Chef d'unité : Adresse e-mail : Téléphone : Poste	Olivier Bringer olivier.bringer@ec.europa.eu +32 2 29 92067 Coordination de la dimension internationale de la politique numérique de l'UE
Nombre de postes disponibles: Prise de fonction souhaitée : Durée initiale souhaitée : Lieu d'affectation :	2 4 ^{ème} trimestre 2022 ¹ 2 ans ¹ <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre :
	<input type="checkbox"/> Avec indemnités <input checked="" type="checkbox"/> Sans frais
Cet avis est également ouvert	
<input type="checkbox"/> aux pays AELE suivants : <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)	
<input type="checkbox"/> aux pays tiers suivants :	
<input type="checkbox"/> aux organisations intergouvernementales suivantes :	

3. Nature des fonctions

L'unité D3 est chargée de coordonner la dimension internationale de la politique numérique de la Commission européenne. L'unité coordonne la position internationale de la Commission sur les questions numériques au niveau bilatéral avec les pays et les régions hors de l'Union, ainsi que dans les fora multilatéraux et internationaux. Elle soutient la mise en œuvre de la stratégie « Global Gateway » de l'UE en étroite coopération avec le SEAE et d'autres directions générales (DG) de la Commission. Elle organise des négociations internationales avec les pays tiers et les organisations internationales et apporte son soutien au commissaire et à la direction de la DG CONNECT dans leurs contacts avec les partenaires internationaux.

Sous la direction du chef d'unité, les experts nationaux détachés (END) contribueront à l'élaboration des politiques et des programmes, à la coordination, au suivi et à aux activités de reporting en vue de renforcer la dimension internationale de la politique numérique de la Commission européenne.

¹ Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

Leurs tâches comprendront notamment:

- La contribution à l'élaboration des politiques et analyses connexes, en mettant l'accent sur les différents aspects de la dimension internationale de la politique numérique de la Commission européenne, conformément au chapitre international de la communication sur la boussole numérique et à ses quatre points cardinaux: les infrastructures numériques, la numérisation des entreprises, la numérisation des services publics et les compétences numériques;
- La contribution au développement et à la mise en œuvre de partenariats numériques avec les pays tiers, en assurant la coordination au sein de la DG CONNECT et d'autres services compétents de la Commission, en particulier la DG TRADE, et le SEAE;
- La contribution à la mise en œuvre de la stratégie « Global Gateway » de l'UE et de son volet numérique, notamment en soutenant le fonctionnement du pôle D4D et ses antennes régionales, en assurant la coordination au sein de la DG CONNECT et avec les services compétents de la Commission, en particulier la DG INTPA, et le SEAE;
- L'engagement dans et la promotion de l'intégration de la dimension internationale dans l'élaboration de la politique numérique de l'UE et la mise en œuvre de la boussole numérique;
- Le soutien aux efforts de communication et à la visibilité de la dimension internationale de la politique numérique de l'UE;
- La contribution à l'élaboration de lignes directrices et la formation sur la politique numérique de l'UE dans les délégations de l'Union européenne et dans les services compétents de la Commission et le SEAE.

Ce travail impliquera des contacts réguliers avec les États membres de l'UE ainsi qu'avec les institutions régionales et internationales, les partenaires partageant les mêmes valeurs, les entreprises privées, la société civile et les institutions financières internationales.

Les END soutiendront le dialogue et la coordination avec les parties prenantes concernées afin de garantir des complémentarités et des approches communes dans les partenariats internationaux. Sans préjudice du principe de coopération loyale entre les administrations nationales/régionales et européennes, les END ne travailleront pas sur des cas individuels ayant des implications avec les dossiers qu'ils auraient dû traiter dans leur administration nationale au cours des deux années précédant leur entrée à la Commission, ou sur des dossiers directement adjacents. Ils ne représenteront en aucun cas la Commission pour prendre des engagements, financiers ou autres, ou pour négocier au nom de la Commission.

Fonctions et tâches

ÉLABORATION DES POLITIQUES

- Concevoir de nouvelles activités ou extensions d'activités existantes et mener des réflexions conceptuelles sur les domaines mentionnés dans l'objectif général;
- Assurer le suivi des propositions politiques dans le cadre du processus décisionnel interne ;
- Mettre en œuvre des propositions d'action en vue d'obtenir des résultats concrets dans la dimension internationale de la politique numérique de la Commission européenne ;
- Contribuer au dialogue avec les pays tiers en cohérence et/ou synergies avec les politiques numériques de l'UE et la stratégie numérique de l'UE centrée sur l'humain, en promouvant l'alignement ou la convergence avec les règles et normes de l'UE ;
- Coordonner et superviser les études réalisées par des contractants externes ;
- Recueillir des renseignements auprès des pays concernés.

GESTION INTERNE ET COORDINATION

- Coordonner les activités internationales au sein de la direction générale et avec d'autres directions générales ;
- Rédiger des notes d'information, des documents stratégiques et des notes concernant les domaines mentionnés dans l'objectif général;
- Participer aux réunions interservices organisées par les départements de politique internationale et rédiger des projets de réponses aux consultations interservices ;
- Rassembler des informations pertinentes sur les priorités thématiques internationales.

REPRÉSENTATION, NÉGOCIATION ET PARTICIPATION

- Préparer des documents de prise de position en vue des dialogues et négociations internationales ;

- Dialoguer activement avec les parties prenantes concernées dans la préparation et la mise en œuvre de la dimension internationale de la politique numérique de la Commission européenne ;
- Suivre les activités par rapport au plan et fournir des rapports sur leur état d'avancement.

GESTION DE PROJETS, PROGRAMMES ET PROCESSUS

- Contribuer aux stratégies du projet, à l'organisation, à la planification des calendriers, des tâches, des éléments livrables et des priorités et veiller à leur mise en œuvre ;
- Mettre en œuvre des projets selon des critères et une planification fixes ;
- Effectuer des contrôles de qualité, analyse des risques et examen des résultats attendus ;
- Suivre les activités par rapport au plan et fournir des rapports sur leur état d'avancement.

À la suite de l'évaluation de la directive RoHs, la Commission procède à son réexamen en vue de proposer une directive révisée en 2023. L'expert national, en collaboration avec un chargé de mission et le coordinateur de l'équipe, soutiendra l'élaboration de cette proposition. Ce travail implique des contacts étroits avec les collègues travaillant sur des instruments/politiques connexes, notamment la directive relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (directive DEEE), la législation sur les produits chimiques, la directive et la proposition législative sur l'écoconception, ainsi que d'autres politiques connexes. Le second domaine d'intervention de cette mission consiste à examiner l'évaluation et la préparation de la prise de décision dans le cadre de la mise en œuvre de la directive, notamment sous la forme d'un nombre important de demandes d'exemption émanant de l'industrie.

Vous travaillerez à l'analyse des incidences économiques, environnementales et sociales de la proposition de la Commission relative à la révision de la directive RoHs et vous contribuerez à l'élaboration de la proposition législative. Cette analyse est un élément clé des travaux préparatoires de la Commission en vue de nouvelles propositions législatives et elle constitue un support essentiel pour étayer le bien-fondé et la qualité des propositions formulées dans le cadre de la révision des textes.

Concrètement, les travaux relatifs à la mise en œuvre de la directive impliqueront la supervision et le pilotage des évaluations scientifiques et techniques connexes concernant les demandes d'exemption et, éventuellement, les restrictions relatives aux substances, ainsi que, par la suite, leur évaluation et la préparation et la consultation du processus décisionnel correspondant (législation déléguée). Cela va de pair avec les relations avec l'ensemble des parties prenantes intervenant dans ce secteur d'activité ainsi qu'avec les experts des États membres.

2. **Qualifications requises**

3) **Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- **Expérience professionnelle** : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD ;
- **Ancienneté de service** : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement ;
- **Compétences linguistiques** : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

b) **Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : relations internationales, économie, ingénierie, technologies numériques, droit.

Expérience professionnelle

La politique numérique; les relations internationales; le développement international.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

La connaissance de l'anglais en tant que langue de travail principale, la connaissance du français serait un atout.

3. Soumission des candidatures et procédure de sélection

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, ...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

4. Conditions du détachement

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fautive pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

5. Traitement des données à caractère personnel

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 7 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

Informations de contact

- Le contrôleur de données

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, HR-B1-DPR@ec.europa.eu.

- Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données (DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données (edps@edps.europa.eu) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.